

Démographie

Dix milliards de petits humains... Une croissance au galop

Gilles Pison, Paris
démographe

En 2017, la population mondiale a franchi le seuil de 7,5 milliards. Elle ne comptait qu'un milliard d'habitants en 1800. Le nombre de Terriens a ainsi été multiplié par sept et demi en deux siècles. Il devrait continuer à croître, pour atteindre près de 10 milliards d'individus en 2050 et 11,2 en 2100, selon les projections 2017 des Nations Unies. La stabilisation est-elle envisageable à terme ? La décroissance tout de suite ne serait-elle pas préférable ?

Si la population mondiale continue d'augmenter, c'est en raison des naissances trois fois plus nombreuses que les décès. Cet « excédent » apparaît il y a deux siècles en Europe et en Amérique du Nord lorsque la mortalité - notamment infantile - commence à baisser, marquant les débuts de ce que les scientifiques appellent la *transition démographique*. Il s'étend ensuite au reste de la planète, lorsque les avancées de l'hygiène et de la médecine et les progrès socio-économiques atteignent les autres continents.

La croissance démographique a atteint un taux maximum de plus de 2 % par an il y a cinquante ans et a diminué de

moitié depuis, pour atteindre 1,1 % en 2017. Elle devrait continuer de baisser dans les prochaines décennies en raison de la diminution de la fécondité : 2,5 enfants en moyenne par femme aujourd'hui dans le monde, contre le double (cinq enfants) en 1950. Parmi les régions du monde dans lesquelles la fécondité est encore élevée (supérieure à trois enfants), on trouve en 2017 presque toute l'Afrique intertropicale et les régions allant de l'Afghanistan jusqu'au nord de l'Inde, en passant par le Pakistan.

À quoi s'attendre ?

Ces chiffres sont des projections et l'avenir n'est évidemment pas écrit. Il reste que les projections démographiques sont relativement sûres lorsqu'il s'agit d'annoncer l'effectif de la population à court terme ; c'est-à-dire, pour un démographe, les dix, vingt ou trente prochaines années. La majorité des hommes et des femmes qui vivront en 2050 sont déjà nés, on connaît leur nombre et on peut estimer sans trop d'erreurs la part des humains d'aujourd'hui qui ne seront plus en vie. Concernant les nouveau-nés qui viendront s'ajouter, leur nombre peut également être estimé, car les femmes qui mettront au monde des enfants dans les vingt prochaines années sont déjà nées ; on connaît leur effectif et on peut faire également une hypothèse sur le nombre de leurs enfants.

Il est illusoire de penser pouvoir agir sur le nombre d'humains à court terme. La diminution de la population n'est pas une option, car comment l'obtenir ? Par une hausse de la mortalité ? Personne ne le souhaite. Par une émigration massive vers la planète Mars ? Irréaliste. Par une baisse drastique de la fécondité et son long maintien à un niveau très inférieur au seuil de remplacement (2,1 enfants) ? C'est déjà ce qui se passe dans une grande partie du monde, les humains ayant fait le choix d'avoir peu d'enfants, tout en leur assurant une vie longue et de qualité.

Gilles Pison est professeur au Muséum national d'histoire naturelle, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (INED) et rédacteur de *Population et sociétés*. Il a conçu les expositions à Paris *Six milliards d'Hommes* (Musée de l'Homme 1994) et *La population mondiale... et moi ?* (2005).

Démographie

Dix milliards de petits humains...

Une croissance au galop

Mais il n'en résulte pas immédiatement une diminution de population en raison de l'inertie démographique : même si la fécondité mondiale n'était que de 1,6 enfant par femme comme en Europe ou en Chine, la population continuerait d'augmenter pendant quelques décennies.

Explosion, implosion ou équilibre ?

Au-delà des cinquante prochaines années, l'avenir est plein d'interrogations, sans modèle sur lequel s'appuyer. Celui de la transition démographique, qui a fait ses preuves pour les évolutions des deux derniers siècles, ne nous est plus utile pour le futur. L'une des grandes incertitudes porte sur la fécondité.

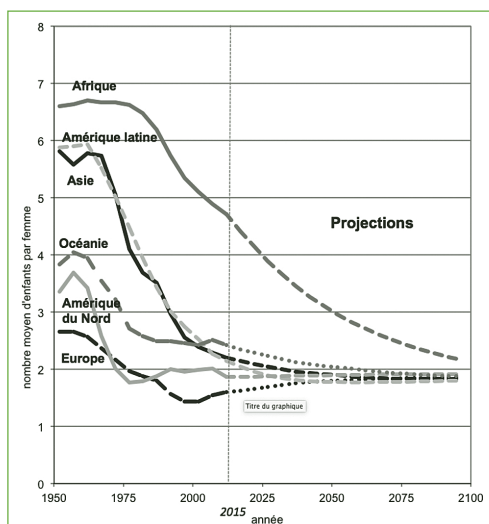
Dans les années 60 et 70, les démographes ont été surpris quand les enquêtes ont révélé que la fécondité avait commencé à baisser très rapidement

dans nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine, ces derniers ayant beaucoup investi dans l'éducation pour tous. Ils ont dû revoir sensiblement à la baisse leur projection démographique pour ces continents. Ainsi l'Asie et ses 5,9 milliards d'habitants en 2100, d'après la projection publiée par les Nations Unies en 1981, n'en a plus que 4,8 à cet horizon dans celle publiée en 2017. La révision est également à la baisse pour l'Amérique latine et ses 712 millions en 2100 au lieu de 1187 (40 % de moins). À l'inverse, l'Afrique et ses 2,2 milliards d'habitants en 2100, d'après les projections de 1981, est passée à 4,4 milliards dans celles de 2017, soit le double.

Mais si le modèle de la famille de très petite taille devenait dominant partout et de façon durable, avec une fécondité moyenne inférieure à deux enfants par femme, la population mondiale, après avoir atteint le niveau maximum de quelque dix milliards d'habitants, diminuerait inexorablement jusqu'à son extinction.

Un autre scénario est possible, dans lequel la fécondité remonterait dans les pays où elle est très basse, pour se stabiliser à l'échelle mondiale au-dessus de deux enfants. La conséquence en serait une croissance ininterrompue, et à nouveau à terme la disparition de l'espèce, mais cette fois par surnombre.

Évolution de la fécondité de 1950 à 2015 et projections jusqu'en 2100, selon le scénario moyen de l'ONU
© G. Pison



Si l'on ne se résout pas aux scénarios-catastrophes de fin de l'humanité, par implosion ou explosion, il faut imaginer un retour à l'équilibre. Les hommes doivent y réfléchir dès maintenant, même si l'urgence pour leur survie est le court terme, c'est-à-dire les prochaines décennies. Si ce n'est sur le nombre, on peut d'ores et déjà agir sur les modes de vie, afin de les rendre plus respectueux de l'environnement et plus économes en ressources. La vraie question, celle dont dépend l'avenir de l'espèce humaine à terme, est finalement moins celle du nombre que celle des modes de vie. ■

L'Afrique, une exception ?

La grande surprise démographique est venue de l'Afrique intertropicale. On s'attendait à ce que sa fécondité baisse comme dans les autres régions du Sud, même si plus tardivement au vu de son retard en matière de développement socio-économique. C'est bien ce qui s'est passé en Afrique du Nord et en Afrique australe, mais pas en Afrique intertropicale où la baisse s'effectue plus lentement : les femmes y mettaient au monde 4,5 enfants en moyenne en 2017, contre plus de 6,5 il y a quarante ans et 5,5 il y a vingt ans.

Si cette baisse est palpable dans les milieux instruits et en ville, elle l'est moins dans les campagnes où vit encore la majorité de la population. Une des raisons invoquées est liée au partage des coûts pour élever les enfants : une partie d'entre eux sont élevés par d'autres adultes que les parents - un grand parent, un oncle, une tante -, ceux-ci prenant en charge les frais pour les nourrir, les habiller et les envoyer à l'école.

Si les familles rurales ne se sont pas encore converties au modèle à deux enfants, elles souhaitent néanmoins en avoir moins. Elles sont prêtes pour cela à utiliser la contraception, mais elles ne bénéficient pas des services adaptés pour y arriver. Les programmes nationaux de limitation des naissances sont peu efficaces, manquent de moyens et surtout de réelle motivation de la part de leurs responsables et du personnel chargé de les mettre en œuvre sur le terrain. Beaucoup ne sont pas persuadés de l'intérêt de limiter les naissances, y compris au plus haut niveau de l'État, même si ce n'est pas le discours officiel tenu dans les organisations internationales. Parmi les rares exceptions, le Rwanda, l'Éthiopie et le Malawi, pays

où les autorités ont fait de la diminution de la fécondité une de leurs priorités. Au Rwanda, celle-ci a connu l'une des plus fortes baisses du continent (plus de 20 % en une décennie).

Pour convaincre les gouvernements africains de faire de la limitation des naissances une priorité, les organisations internationales leur font miroiter un « dividende démographique ». En effet, quand la fécondité chute rapidement dans un pays, la part des jeunes diminue fortement sans que la part des personnes âgées n'augmente sensiblement au début. En conséquence, la part de la population d'âge actif augmente beaucoup, offrant une chance au pays de se développer économiquement. Cette situation favorable ne dure cependant qu'un moment. Quelques décennies après, les personnes d'âge actif très nombreuses ont vieilli, augmentant considérablement le poids de la population âgée.

Dans le cas de l'Afrique, les conditions pour qu'un dividende démographique ait lieu ne sont de toute façon pas réunies. La fécondité y baisse à un rythme trop lent. Et à supposer qu'elle se mette à baisser rapidement, les modestes perspectives de croissance des emplois ne permettront sans doute pas d'absorber la main-d'œuvre supplémentaire. Au cas peu probable où il y aurait un dividende démographique, celui-ci ne sera que dans une perspective lointaine, de quelques décennies.

G. P.